



Syndicat **Force Ouvrière** des Finances Publiques

Section locale **FO DGFIP 62**

DDFiP du Pas-de-Calais

5 rue du Docteur Brassart

BP 30015 – 62034 ARRAS CEDEX

☎ 06 04 40 51 41

@ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 **site web** : www.fo-dgfip-sd.fr/062/

« Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Monsieur le Président,

Les agents de la DGFIP sont mécontents et leur colère face aux décisions du gouvernement, s'attaquant notamment à leur pouvoir d'achat au travers du gel de la valeur du point d'indice, la ré-institution du jour de carence, la hausse de la CSG ne cesse de grandir.

Les agents de la DGFIP en ont également ras-le-bol des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes. Vous ne pouvez mépriser leur attachement au véritable service public et leurs inquiétudes face aux perspectives du processus « *Action publique 2022* », véritable offensive contre le service public, le statut général et les statuts particuliers.

Car **CAP 2022 nous promet du sang et des larmes** : des missions de service public seront purement et simplement abandonnées ou bradées au secteur marchand.

Pour le gouvernement, il s'agit avant tout d'**offrir au marché des pans entiers du service public au mépris de l'intérêt général et dans le seul but de continuer à supprimer des emplois statutaires.**

Pour **FO**, le statut de la fonction publique n'est pas négociable ! Il est hors de question de développer la précarité par des recrutements de contractuels en lieu et place d'agents sous statut. Les 4 millions de fonctionnaires méritent un autre traitement de la part du gouvernement et du Président.

Pour Force Ouvrière, défendre et promouvoir le statut, c'est défendre la République une et indivisible, en lui assurant démocratiquement une neutralité au service de tous et donc de chacun.

D'ores et déjà, l'objectif affiché du gouvernement est de supprimer 50 000 emplois dans la Fonction Publique d'État.

Il se murmure que la DGFIP pourrait être mise à contribution à hauteur de 20 000 suppressions d'emplois...voire 30 000... ! ! ! ! !



Rejoignez **FORCE OUVRIÈRE** – Le syndicat qui reste un syndicat

1^{ère} Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'État

1^{ère} Organisation Syndicale à la DDFiP du Pas-de-Calais

Ces chiffres vertigineux nous font bien évidemment craindre le pire pour les collègues, nos services et nos missions. Ces suppressions s'ajouteront à la pénurie d'effectifs qui est déjà criante puisque, depuis 2002, plus de 32 000 emplois ont été supprimés dans notre administration, dont plus de 22 000 depuis la fusion.

Années après années, ce sont de **véritables plans sociaux** qui ne disent pas leur nom et qui asphyxient totalement les services, avec des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des agents.

Pour résister, la DGFIP fusionne, regroupe, concentre afin de pouvoir continuer à assurer tant bien que mal ses missions de service public.

Les suppressions d'emplois, couplées aux fermetures de structures, accélérées par l'Adaptation des Structures du Réseau (ASR), se poursuivent à un rythme infernal. Les agents doivent s'adapter à marche forcée, aussi bien à de nouvelles méthodes de travail et de management, qu'à un criant manque de moyens humains et matériels.

Vous nous convoquez d'ailleurs aujourd'hui sur deux sujets majeurs qui vont une fois de plus réduire le maillage de la DGFIP dans le Pas-de-Calais et plus généralement le service public... Les années se suivent et se ressemblent et les agents ont besoin d'un bilan. Bilan dont vous devriez d'ailleurs vous inspirer dans vos réflexions ...

1. suppression de la trésorerie de Croisilles
2. suppression de la trésorerie de Pont à Vendin
3. suppression de la trésorerie d'Isbergues
4. suppression de la trésorerie d'Avion
5. suppression de la trésorerie de Rouvroy
6. suppression de la trésorerie d'Hesdin
7. suppression de la trésorerie d'Hucqueliers
8. suppression de la trésorerie d'Ardres
9. suppression de la trésorerie d'Etaples
10. suppression de la trésorerie d'Auchel
11. suppression du SPF à Montreuil
12. suppression du SPF à St Pol
13. suppression de la Recette des Finances de Boulogne
14. fusion des SIP d'Arras
15. fusion des SIE d'Arras
16. suppression du service de contrôle de la redevance de Lens

Voici le passif de ces dernières années et les représentants **FO DGFIP** continuent de dénoncer la désinvolture de la DGFIP qui n'assure pas le suivi de ses réformes. Ils réclament l'abandon de l'ensemble des projets et une pause pour faire le point et le bilan des restructurations passées.

En effet, vous prétendez les restructurations indispensables pour la DGFIP, mais les agents de leur côté n'ont vu aucun effet bénéfique dans l'exercice de leurs missions. Aucun n'a pu vérifier de meilleures conditions de travail, au contraire, et la qualité du service rendu se dégrade car vos restructurations sont uniquement axées sur la recherche de nouvelles mines de suppressions d'emploi et sur de possibles économies sur l'immobilier. Cette hypocrisie est devenue insoutenable !

Vous nous permettrez de présenter notre bilan de vos restructurations, à partir de quelques exemples choisis.

Disparition de la Trésorerie d'Avion avec transfert de l'activité vers Liévin et mise en place d'une permanence à Avion qui coûte très cher à la DGFIP et à ses agents. Un an plus tard vous

supprimez Rouvroy que vous fusionnez avec Vimy dans des conditions là encore difficiles. Nous nous avons pourtant proposé la fusion Avion et Rouvroy, plus logique, plus simple à réaliser, moins coûteuse et meilleure pour les usagers, les élus et les agents ! Quelle cohérence, quelle image vis-à-vis des élus... La DDFIP est salie par les agissements des différents responsables à la tête de nos départements...

Adaptation des sièges des EPCI : vous supprimez 3 emplois à Etaples, Berck et Le Touquet et transférez un seul emploi sur Montreuil avec en plus avec un décalage dans le temps de plusieurs mois... 18 mois après, les charges supplémentaires n'ont toujours pas été digérées que vous comptez supprimer Etaples pour l'intégrer à Montreuil. 5 emplois B et C sur le papier mais seulement 2 personnes en réalité...

Transferts des sièges des SPF, là encore, c'est du « ni fait, ni à faire » ... La fusion des bases FIDJI n'est pas prévue pour demain et déjà il faut déplacer les missions et les agents qui vont avec pour un résultat qui va friser l'idiotie... comme d'ailleurs pour le rapprochement CDI>CDIF, nous allons voir les délais augmenter et les conditions de travail des agents se dégrader encore et encore ... Pour preuve de ce que nous affirmons, nous ne nous proposons pas le transfert du SPF de St Omer...

Seriez-vous dans l'embarras avec cette réforme imposée sans moyen ?

Tout cela ressemble à des projets décidés au doigt mouillé. Les représentants **FO DGFIP** dénoncent l'absence de vision pour notre direction. Les victimes sont toutes désignées : les agents et à tous les niveaux, car toutes ces réformes nécessitent un travail pharaonique, le service logistique en sait quelque chose et s'épuise.

Devant cet acharnement à tout détruire, les représentants **FO DGFIP** vont continuer inlassablement à se battre pour les agents, à dénoncer la mise en pièces du réseau de la DGFIP dont vous êtes l'un des exécuteurs testamentaires.

Pour **FO DGFIP** la coupe est plus que pleine de ces projets pléthoriques, générant autant d'inquiétudes auprès des agents et de conséquences sur leurs conditions de travail.

Les résultats négatifs du dernier baromètre social confortent ce que nous ne cessons d'affirmer :
deux tiers des agents pensent que leur direction n'évolue pas dans le bon sens.

L'inversion de la courbe de la morosité et du mal-être des personnels n'est clairement pas à l'ordre du jour et atteint même un niveau historique si l'on se réfère au dernier observatoire interne de 2017, puisque :

- 54 % (41 % en 2013) des personnels jugent le rythme de changement à la DGFIP trop rapide ;
- 68 % (64 % en 2013) des personnels estiment que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens ;
- 67 % (52 % en 2013) des personnels ne sont pas optimistes en ce qui concerne leur propre avenir au sein de la DGFIP ;
- Les cadres A et A + cotent, respectivement, leur stress au travail à 6,7 et 7,1 sur une échelle de 10. Les cotations sont de 6,5 pour la catégorie B et 6,3 pour la catégorie C.

Dans un tel contexte, **les conditions de travail à la DGFIP continuent de se détériorer**, en raison d'une élévation de la charge mentale qui pèse sur les agents, ce qui provoque une augmentation des pathologies physiques et psychiques.

FO DGFIP, considère qu'il y a urgence à effectuer un véritable état des lieux au sein de notre Administration pour mettre en adéquation les charges lui incombant, et les moyens alloués.

Pour **FO DGFIP** le plan d'action mis en place par la Direction Générale, depuis 2008, qui a abouti aux divers dispositifs existant désormais (DUERP, comité national de suivi du plan d'actions, EDD, TBVS etc.) n'est pas une réponse adaptée.

En effet ce plan, qui multiplie les outils de constats, n'a pas démontré son efficacité pour améliorer les conditions de travail des personnels, à défaut de s'attaquer aux causes réelles et criantes de cette dégradation.

L'empilement de mesures pseudo-curatives, dont les dernières en date sont la « charte des bonnes relations au travail », la cellule d'écoute psychologique ou encore la « semaine de la qualité de vie au travail », ne sont que des palliatifs, quelquefois provocateurs, à une situation devenue dramatique.

FO DGFIP réitère sa revendication d'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes, ainsi que son exigence de pourvoir à toutes les vacances d'emploi. Nous dénonçons à nouveau la politique menée par la Direction nationale et les Directions locales consistant à occulter la question des effectifs comme cause essentielle des risques psychosociaux.

Après le report des mesures PPCR, le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG non compensée dans le temps, la réduction des taux de promotions et la ré-institution du jour de carence, les dernières annonces gouvernementales sont une attaque violente et inacceptable contre les fonctionnaires qui sont devenus les boucs émissaires de notre pays, qui sont accusés de tous les maux et qui doivent porter la responsabilité du déficit financier de la France.

De plus, la reconnaissance du travail des agents est devenue, au-delà des mots ministériels, une réelle coquille vide avec la suppression du Plan de Qualification Ministériel. L'abandon de ce PQM vient s'ajouter à l'exaspération des personnels.

Devant cet acharnement à tout détruire, tant au niveau national que local, les représentants FO DGFIP, forts du syndicalisme libre et indépendant de FORCE OUVRIERE depuis 70 ans, continueront inlassablement à se battre pour tous les agents et toutes les missions de la DGFIP et pour le Service public républicain au service de tous et non des seuls « premiers de cordée » !

Les élus FO DGFIP62 :

Titulaires

Jacques REGNIER, Laurence DIDAUX, Justine KORKUT et Michaël MILLOT

Suppléants

Stéphane THIRIAT, Hervé DANNEELS, Najema NEMRAOUI et Virginie DAVID

Experts

Coralie VINCENT



1948/2018
INDÉPENDANTS
PAR NATURE
ET ÇA FAIT 70 ANS QUE ÇA DURE